

Grossir ou faire faillite, aux fermes de choisir

La production animale industrielle a émergé au cours du dernier quart de siècle, mais s'est accélérée rapidement ces vingt dernières années. Entre 2002 et 2007, environ 5 millions d'unités de bétail supplémentaires se sont ajoutées aux précédentes productions dans les plus grandes exploitations d'élevage aux États-Unis. []

Conséquences pour les agriculteurs

L'essor de l'élevage intensif s'est traduit par la concentration de plus d'animaux dans un nombre plus réduit de fermes et a poussé un grand nombre d'agriculteurs à la faillite. Pour ceux qui survivent, la concentration du pouvoir des entreprises de conditionnement, de transformation de viande et de volailles ont plongé de nombreux producteurs de bétail dans la précarité financière. Les prix que les agriculteurs reçoivent pour leurs produits sont en baisse constante depuis que ces grandes entreprises ont la mainmise sur le secteur de l'élevage.

Le nombre des éleveurs a diminué fortement depuis quelques décennies, le nombre total d'agriculteurs avoisinant les 2 millions depuis 10 ans. L'augmentation du nombre de fermes-usines d'élevage a eu pour conséquence, bien que le nombre d'éleveurs se soit effondré, que le nombre de porcs, bovins de boucherie, vaches laitières et poulets a continué d'augmenter, chaque ferme produisant de plus en plus d'animaux. Entre 1980 et 2008, le nombre des producteurs de bovins a chuté de 41 %, de 1,3 million en 1980 à 757 000 en 2008. Le nombre de fermes porcines a diminué de 90 % de 667 000 en 1980 à 64 760 en 2008 et le nombre de fermes laitières a diminué de 80 % passant de 335 270 en 1980 à 67 000 en 2008. Les prix que les agriculteurs reçoivent pour leurs bovins de boucherie ont baissé régulièrement au cours des vingt dernières années. Les producteurs laitiers et de porcs ont dû faire face à des baisses de prix très rudes. Au cours de la période comprise entre 2004 et 2008, la majorité des exploitations porcines utilisait la production sous contrat, ce qui a conduit à un déclin de 31 % de leur revenu. Avant même la crise laitière qui a débuté en 2007, le prix réel du lait à la ferme était en baisse depuis des décennies. Il a diminué de 23,3 % entre 1997 et 2006. La baisse des prix laitiers a poussé de nombreux producteurs de produits laitiers endettés et désespérés à se déclarer en faillite.

Conséquences sur les collectivités rurales

La concentration de l'industrie agroalimentaire et l'augmentation de l'élevage industriel peuvent saper la vitalité économique des collectivités rurales. Seules les exploitations agricoles économiquement viables sont la pierre angulaire des collectivités rurales dynamiques. Les gains provenant des exploitations locales et contrôlées localement génèrent une économie à « effet multiplicateur » quand les agriculteurs achètent leurs fournitures localement, car l'argent gagné est réinjecté au sein de la collectivité. La perte de presque 1,4 million de fermes bovines, porcines et laitières au cours des trente dernières années a siphonné le revenu des collectivités rurales.

Moins nombreuses et plus grandes, les fermes industrielles injectent beaucoup moins d'argent dans les collectivités rurales. Plusieurs études ont montré que des exploitations d'élevage à grande échelle étaient plus susceptibles que les plus petites exploitations d'élevage de contourner les fournisseurs locaux pour leurs besoins tels que les aliments pour animaux et autres matériels et

fournitures agricoles.

Une étude de l'Iowa a révélé que plus des deux tiers (70 %) des petites exploitations achètent localement la nourriture pour leurs animaux, mais seulement deux grandes exploitations à grande échelle sur cinq (43 %) l'achètent localement. L'effet multiplicateur sur l'économie est beaucoup plus faible avec les grandes fermes-usines qu'avec les petites fermes indépendantes. Les revenus et les profits de ces grandes entreprises de conditionnement, de transformation de viande, de lait et d'oeufs sont généralement gérés par leurs sièges sociaux au lieu d'être investis localement.

La disparition des petites entreprises locales a contribué, en quelques sortes, à détruire les économies rurales. Les petits abattoirs indépendants, les PME de lait régionales, les petites exploitations agricoles, les fermiers produisant du grain et les concessionnaires d'équipements fournissent en effet de l'emploi, des investissements et de la stabilité aux collectivités rurales. Selon Robert Taylor, professeur de l'Université d'Auburn, la concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques entreprises a effectivement « siphonné les bénéfices hors des zones rurales et les a déplacés vers les centres financiers internationaux. »

Ceci est un extrait du livre « Globésité » écrit par Trycia Mbukumbumba, Slaheddine Aridhi, Laurent Barrat et Jonathan Louis paru aux Éditions VA Press. (ISBN-13: 979-1093240336). Prix : 18 euros.

Reproduit ici grâce à l'aimable autorisation des auteurs et des Éditions VA Press.